



CPI, ONU et Meloni : quand les tyrans gouvernent et les démocraties sont jugées

Description

Ils sont devenus les fossoyeurs de la justice. La Cour pénale internationale (CPI) et l'Organisation des Nations unies (ONU), créée pour empêcher un nouveau génocide, n'ont plus d'yeux que pour les tyrans.

L'affaire Meloni : encore un scandale signé CPI

Le 1er octobre 2025, un collectif de juristes a déposé plainte à La Haye contre Giorgia Meloni, accusée de « complicité de génocide » pour avoir soutenu Israël politiquement après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. La CPI, d'ordinaire lente à se réveiller, s'est soudain montrée très attentive.

Or, Meloni n'a pas envoyé d'armes ni participé directement à des opérations militaires. Son « soutien » se résume à :

- reconnaître publiquement le droit d'Israël à se défendre,
- maintenir des liens diplomatiques et commerciaux avec l'État israélien,
- condamner les attaques contre les civils tout en soulignant la légitime défense.

Ce mélange de clarté et de fermeté diplomatique, qui est le devoir d'un chef d'État, a été interprété par ses détracteurs comme un soutien militaire, justifiant selon eux la plainte à la CPI. C'est une interprétation politique et juridique très contestable, mais elle illustre à quel point la CPI peut s'acharner sur les démocraties.

En moins de trois ans à Rome (octobre 2022 – 2025), Giorgia Meloni a fait bouger l'Italie :

Économie : maîtrise de l'inflation, sécurisation des approvisionnements énergétiques, accords stratégiques avec l'Algérie et l'Égypte.

- Budget et dette : limitation du déficit et obtention des fonds européens gelés sous Draghi.
- Migration : baisse des flux grâce à un pacte signé avec la Commission européenne et la Tunisie.
- Industrie et défense : relance de Leonardo et Fincantieri, modernisation des chantiers navals, politique industrielle nationale.
- Politique étrangère : maintien de l'Italie dans l'axe euro-atlantique tout en renforçant les partenariats méditerranéens.
- Stabilité politique : gouvernement sans crise majeure ni remaniement forcé, un exploit dans un pays

où la durée moyenne d'un exécutif est de 14 mois.

Aujourd'hui elle conserve une popularité solide autour de 40 %, ce qui représente un record pour l'Italie contemporaine.

ONU et CPI : le club des despotes distingués

Au Conseil des droits de l'homme et dans ses commissions, les tyrans se sont succédé :

- 2003 la Libye de Kadhafi, est présidente de la Commission des droits de l'homme
- 2004 le Soudan de Béchir, siège à la même commission en pleine préparation du Darfour
- 2005 le Zimbabwe de Mugabe, est élu au Conseil des droits de l'homme
- 2013 l'Arabie saoudite, est membre de la Commission de la condition de la femme
- 2014 la Chine, est vice-présidente du Conseil des droits de l'homme
- 2015 l'Arabie saoudite, est présidente du panel qui nomme les rapporteurs spéciaux
- 2017 le Venezuela de Maduro, est élu au Conseil des droits de l'homme
- 2018 l'Iran, est membre de la Commission de la condition de la femme
- 2022 la Syrie de Bachar el-Assad, siège au comité du désarmement chimique
- 2024 la Russie de Poutine, est au groupe consultatif de l'Ecosoc...

Chaque bourreau préside sa propre commission, neutralisant ainsi toute résolution contraignante et offrant à son régime l'immunité diplomatique.

Les vraies victimes invisibles

- Rwanda 1994 : 800 000 morts sous le regard passif de l'ONU
- Syrie : plus de 500 000 morts, attaques chimiques documentées, aucun procès pour Assad
- Darfour : Béchir reste impuni des années après le mandat de la CPI
- Ouïghours, dissidents iraniens, civils ukrainiens : dossiers ignorés

Pendant que ces institutions avalisent l'impunité des tyrans, elles attaquent la cheffe d'un gouvernement démocratique qui agit légalement pour protéger son allié et son pays.

Ces institutions, financées par les démocraties qu'elles vilipendent, sont devenues des machines idéologiques : frapper l'Occident parce qu'il est accessible, caresser les despotes parce qu'ils menacent ou paient.

Elles se sont discréditées, mais sévissent toujours. Le monde n'avait pas besoin d'un nouveau tribunal pour justifier les massacres, mais d'un contre pouvoir réel contre les tyrans.

L'ONU et la CPI ont depuis longtemps trahi leur mission. Il est grand temps de fermer les portes de ces nids de vipères que sont devenus l'ONU et la CPI des institutions désormais dangereuses pour la liberté, la fraternité et l'égalité entre les peuples.

Le Torchis

Categorie

1. International

date créée

16 octobre 2025